

The Shift Project dévoile les résultats de la Grande Consultation des Maires et des Élus municipaux

Sous embargo jusqu'au 12 février 2026 - 9h

L'étude, réalisée avec les bénévoles Shifters auprès de 3000 élus municipaux, dont 1000 maires, montre que l'engagement pour la transition énergétique et climatique est massif sur l'ensemble des territoires, ruraux comme urbains, et qu'il dépasse les préférences partisans. Le vrai frein n'est pas électoral, les répondants ne craignant pas l'impopularité de mesures environnementales, il est bien plus opérationnel : les élus ont besoin de stabilité et de lisibilité, de formation et d'ingénierie.

L'engagement pour la transition dépasse les préférences partisans, chez les élus issus aussi bien des territoires urbains que ruraux.

Près de 90 % des répondants considèrent avoir pris en compte la transition énergétique lors de leur mandat (note d'au moins 5 sur 10 à la question de la prise en compte de la transition énergétique).

Cet engagement dépasse largement les préférences partisans : 85 % des répondants ayant une préférence partisane à gauche ou très à gauche expriment avoir pris en compte la transition énergétique lors de leur mandat, une proportion qui monte à 88 % pour les répondants au centre, à droite ou très à droite.

Les élus ruraux (86 %) et péri-urbains (87 %) font autant partie de cette dynamique que les élus urbains (91 %), contredisant l'idée selon laquelle la transition serait avant tout un sujet de citadins.

Les élus locaux agissent d'abord par pragmatisme, pour des raisons concrètes de qualité de vie, de santé et de pouvoir d'achat.

Les deux premières motivations des élus pour agir en faveur de la transition sont l'amélioration de la qualité de vie et de la santé des habitants (77 %) et la diminution des dépenses énergétiques (75 %).

La contribution à l'effort de neutralité carbone arrive en 4^{ème} position (55 %), montrant que la transition est perçue avant tout comme une politique pragmatique d'amélioration du cadre de vie, de protection de la population et d'indépendance énergétique. De même, l'attractivité du territoire (21 %) et la création d'emplois non délocalisables (17 %) sont nettement moins cités parmi les motivations des répondants.

Cela se traduit par un plus fort soutien et par un engagement en faveur d'actions concrètes permettant des bénéfices en termes de confort et d'économies d'énergie : rénovation des bâtiments de la collectivité et des logements (93 %), développement d'infrastructures nécessaires à la mobilité active et aux transports collectifs (83 %), contre 74 % pour le suivi des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité et du territoire.

Le vrai frein n'est ni idéologique, ni électoral, mais opérationnel et capacitaire, et aggravé par l'instabilité réglementaire.

Le premier frein à l'action identifié par les répondants se situe plutôt du côté de la collectivité avec le manque de moyens (59 %), suivi par des freins plus personnels de l' élu comme l'accumulation des urgences quotidiennes (57 %) et le manque de connaissances ou de compétences (41 %).

La crainte de l'impopularité ou du risque électoral figure parmi les freins les moins cités par les élus (respectivement 7 % et 4 %), et devient marginale dans les communes rurales.

Les maires expriment une frustration forte devant l'instabilité : subventions modifiées, règles révisées, conditions d'éligibilité mouvantes.

Les élus ne demandent qu'à en faire davantage : la formation et l'ingénierie sont les premiers besoins identifiés par notre étude et exprimés par les répondants pour accélérer leur engagement.

Seuls 4 % des répondants indiquent *ne pas souhaiter engager ou accélérer la transition climatique et énergétique sur leur territoire*.

Pour lever les freins qu'ils identifient, leurs besoins prioritaires portent sur de la documentation et des retours d'expériences concrets (46 %), des formations courtes (44 %), de l'expertise technique accessible et des outils de communication pour convaincre la population (39 %).

En croisant les résultats, on constate que plus les répondants estiment avoir un bon niveau de connaissances sur les enjeux climatiques et énergétiques, plus ils sont nombreux à mettre en place des actions d'adaptation ou d'atténuation.

Il subsiste des besoins de dialogue et de compréhension mutuelle entre les élus et leurs électeurs.

39 % des répondants déclarent ignorer la façon dont la population juge leur action en faveur de la transition. C'est particulièrement vrai dans les communes rurales.

35 % des répondants estiment que leur action en faveur de la transition est jugée adaptée par la population, alors que 77 % des Français estiment que leur maire ne met pas assez d'actions en place pour lutter contre le dérèglement climatique (source : [étude Odoxa "Ma commune mon maire et moi - volet-Environnement, Septembre-2025](#)).

Les associations environnementales, les entreprises et les artistes font partie des acteurs identifiés par les élus pour jouer le rôle de relais auprès de la population.

Le« backlash écologique » n'existe pas chez les élus locaux. La transition énergétique et climatique est pour eux une préoccupation centrale, et est considérée comme un enjeu prioritaire du prochain mandat.

Les élus municipaux sont massivement préoccupés par le changement climatique (87 % évaluant cette préoccupation personnelle à au moins 7 sur 10), et fortement préoccupés par la dépendance nationale aux énergies fossiles (70 % évaluant cette préoccupation personnelle à au moins 7 sur 10).

53 % des élus municipaux citent la préservation de l'environnement comme l'un des trois enjeux prioritaires de leur mandat, et cette proportion monte à près de 70 % pour le prochain mandat, qu'ils se représentent ou non. Cet enjeu arrive devant la revitalisation des centres-bourgs (41 %), la fiscalité

(34 %) ou la sécurité (29 %), et ce quelle que soit la préférence partisane ou le type de territoire des répondants.

Lorsqu'ils se projettent vers les enjeux du mandat à venir, les deux thématiques qui vont le plus gagner en importance sont la préservation de l'environnement (+ 17) et les transports (+ 15).

Enfin, 89 % des répondants pensent que la transition énergétique et climatique des territoires doit faire partie des priorités du ou de la prochain(e) Président(e) de la République.

Méthodologie

Cette consultation a été menée de juillet 2025 à janvier 2026 par une équipe comprenant des membres du Shift Project et des Shifters, avec deux phases distinctes :

Une phase qualitative menée de juillet à septembre 2025 comprenant 110 entretiens semi-directifs d'environ 1h réalisés en physique ou par téléphone auprès de maires et d'élus municipaux attachés à la transition écologique répartis sur l'ensemble du territoire français, issus de communes diverses par leur taille et leur contexte.

Une phase quantitative menée du 13 octobre 2025 au 7 janvier 2026 via un questionnaire en ligne anonyme d'une durée d'environ 20 minutes créé grâce au logiciel iQ3 de Sphinx, partenaire technique de cette enquête. **3098 réponses** ont été collectées, dont **2916 réponses complètes** d'élus municipaux, dont **950 maires**. Sauf mention contraire, nous indiquons dans le reste de l'étude la répartition des répondants sur ce total de 2916.

Le questionnaire quantitatif a été **relayé massivement dans la presse et par des associations d'élus** : Association des Maires de France, Association des Maires ruraux de France, Intercommunalités de France, France Urbaine, France Villes et Territoires Durables, etc. Des publicités ciblées ont également été faites sur les réseaux sociaux LinkedIn et Facebook. Enfin, le réseau bénévole des Shifters a joué un rôle clé dans la diffusion de la consultation, notamment via les nombreux groupes locaux répartis sur tout le territoire français. Nous tenons à les remercier pour leur forte mobilisation dans le cadre de cette consultation.

Afin de garantir la qualité de notre échantillon, nous avons réalisé un **redressement statistique sur la base du nombre d'élus municipaux par taille de la commune**, en utilisant les données du [répertoire national des élus](#) et en appliquant une pondération aux réponses des élus en fonction de la taille de leur commune.

Contact presse

Emma Stokking - emma.stokking@theshiftproject.org

[Rejoindre la conférence de presse en ligne, mardi 10 février à 15h](#)